

Évolutions monétaires en Guyane au 31 décembre 2014

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

En janvier 2015, le Fonds monétaire international (FMI) a revu ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale à la baisse avec 3,5 % pour 2015 contre 3,8 % annoncés en octobre 2014. Cette moindre croissance provient d'une réévaluation des perspectives en Chine, en Russie et au Japon, ainsi que d'un affaiblissement de l'activité dans quelques-uns des principaux pays exportateurs de pétrole du fait de la forte baisse des prix du pétrole.

Dans la zone euro, le PIB en volume a augmenté de 0,3 % en glissement trimestriel, au quatrième trimestre 2014, soit une évolution légèrement plus élevée que prévue initialement. Les projections macroéconomiques de mars 2015, établies par les services de l'Eurosystème pour la zone euro, font ressortir une hausse du PIB annuel en volume de 1,5 % en 2015, de 1,9 % en 2016 et de 2,1 % en 2017. Par rapport aux projections macroéconomiques publiées en décembre 2014, les projections de croissance du PIB en volume en 2015 et 2016 ont été révisées à la hausse, reflétant l'incidence favorable de la baisse des cours du pétrole, l'affaiblissement du taux de change effectif de l'euro et les effets des récentes mesures de politique monétaire de la BCE.

Lors de sa réunion du 5 mars 2015, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 0,05 %, 0,30 % et - 0,20 %. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, la BCE met désormais l'accent sur leur mise en œuvre. Dans le prolongement des décisions prises le 22 janvier 2015, l'achat de titres en euros du secteur public sur le marché secondaire a débuté le 9 mars 2015. En outre, les achats de titres adossés à des actifs et obligations (qui ont démarré l'an dernier) continueront. Ces programmes d'achats devraient être effectués jusqu'à fin septembre 2016 et seront en tout cas réalisés jusqu'à ce qu'un ajustement durable de l'évolution de l'inflation soit observé.

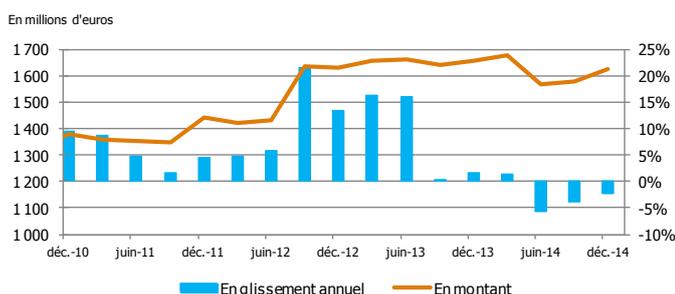
Lors de la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue du Conseil, Mario Draghi, Président de la BCE a indiqué que de nombreux effets positifs liés à ces décisions de politique monétaire ont déjà pu être observés : « la situation sur les marchés financiers et le coût des refinancements externes pour l'économie privée ont continué à se détendre, (...). En particulier, les conditions d'emprunt appliquées aux entreprises et aux ménages se sont considérablement améliorées. De plus la dynamique de la monnaie et du crédit s'est raffermie. » Le Président de la BCE a également précisé qu'« afin de bénéficier pleinement de nos mesures de politique monétaire, d'autres pans de la politique économique doivent apporter une contribution décisive. (...), pour conforter l'investissement, stimuler la création d'emplois et augmenter la productivité, il convient dans plusieurs pays d'accélérer tant la mise en œuvre résolue des réformes des marchés de produits et du travail que les mesures en vue d'améliorer l'environnement économique des entreprises. (...) Les politiques budgétaires doivent soutenir la reprise économique tout en restant conformes au Pacte de stabilité et de croissance. »

DES INDICATEURS FINANCIERS BIEN ORIENTÉS EN FIN D'ANNÉE 2014

L'encours des crédits consentis à l'économie, qui totalise 2 782,7 millions d'euros, progresse au cours du dernier trimestre 2014 (+1,8 %, soit 48,9 M€, après -0,6 % à fin septembre). Cette croissance s'explique par la bonne tenue des crédits d'investissement et à l'habitat consentis aux entreprises, qui s'inscrivent en hausse respective de 3,1 % (soit +28,1 M€) et 2,6 % (soit +17,6 M€) sur le trimestre. L'encours sain des crédits aux ménages marque le pas pour la première fois depuis plus de dix ans avec une baisse de 0,6 % sur le trimestre. En rythme annuel, l'encours sain de crédits en Guyane affiche une croissance dynamique de 5,7 %.

Quant aux **actifs financiers**, ils poursuivent leur croissance (3,0 %, soit 46,7 M€, après 0,5 % au trimestre précédent), portés par la forte augmentation des dépôts à vue (7,1 %, soit 52,6 M€). En revanche, ils affichent une baisse de 2,2 % sur un an.

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



REBOND DE L'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT

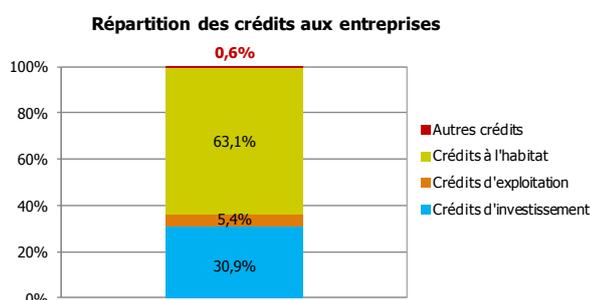
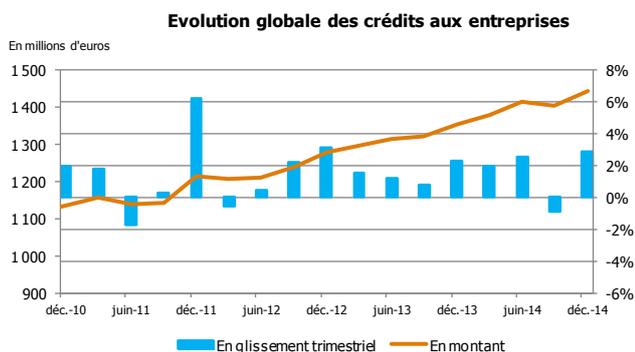
Hausse de l'encours de crédits aux entreprises

Le redémarrage de la **distribution de crédits aux entreprises** (+2,9 %, soit +40,2 M€, après -0,8 % au trimestre précédent) porte l'encours sain à 1 444,0 M€ à fin décembre 2014. Sur un an, leur croissance atteint 6,7 % après +5,9 % à fin 2013.

Les **crédits à l'habitat**¹ progressent de 2,6 % (soit +23,3 M€) pour s'établir à 911,7 M€ à fin décembre et restent le moteur principal de la hausse de l'encours. Sur un an, l'encours sain augmente de 8,4 %, une évolution supérieure à celle observée en 2013 à la même période (+7,5 %).

Les **crédits d'investissement**, dont l'encours s'établit à 446,0 M€ à fin décembre, affichent une hausse soutenue de 3,1 % (+13,4 M€) sur le trimestre. Après avoir cru de 7,5 % à fin 2013, l'encours sain est en hausse de 9,0 % à fin 2014.

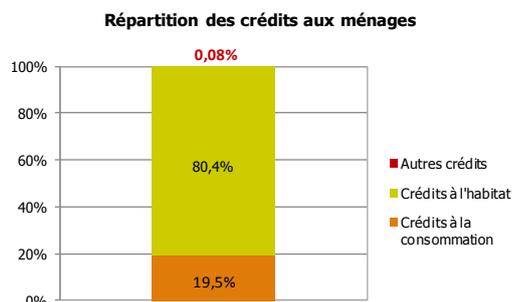
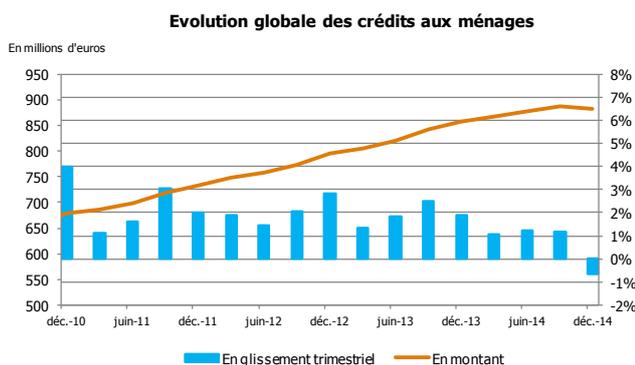
Quant aux **crédits d'exploitation**, ils affichent une augmentation de 4,9 % (soit +3,6 M€) sur le trimestre, avec une progression de 15,9 % des crédits de trésorerie, soit 4,6 M€ de plus qu'au trimestre précédent. En revanche sur un an, ils affichent une baisse consécutive de 17,9 % (-16,8 M€).



Légère baisse des crédits aux ménages

L'**encours sain des crédits aux ménages** diminue légèrement ce trimestre (-0,6 % soit -5,5 M€) pour s'établir à 882,3 M€. Cette évolution est essentiellement liée à la baisse de 0,8 % des **crédits à l'habitat**². Néanmoins, en glissement annuel, l'encours sain des crédits à l'habitat continue de progresser (+3,3 %, soit +22,8 M€, contre 8,9 % à la fin de l'année précédente).

Les **crédits à la consommation** sont stables ce trimestre, l'encours sain s'étant légèrement contracté de 0,2 %, soit -0,3 M€. Sur un an, il affiche une croissance contenue de 0,6 % (+1,1 M€) portant l'encours à 171,8 M€ à fin décembre.



Stabilité des crédits aux collectivités locales

Après une hausse timide de 1,5 % au trimestre précédent, les **encours de crédit aux collectivités locales**, composés à 98,6 % de crédits à l'équipement, stagnent à fin décembre 2014 (0,3 %, soit 1,0 M€) pour atteindre 358,7 M€. Sur un an, l'encours augmente de 0,7 %, soit +2,5 M€.

¹ A noter que ces chiffres sont impactés par le changement de nomenclature d'un établissement de crédit de la place, qui a conduit à la comptabilisation d'une partie des encours, auparavant attribuée à tort aux ménages, dans ceux des entreprises.

² Cette évolution est à nuancer en raison du changement de nomenclature évoqué ci-dessus.

Forte hausse des crédits aux autres agents³

Les **encours sains de crédit** ont progressé fortement ce trimestre, affichant une croissance de 15,6 % (soit +13,2 M€). Cette augmentation significative s'explique par l'octroi de crédits aux administrations de sécurité sociale.

Baisse sensible du niveau de sinistralité

Après une légère remontée au trimestre précédent, le **montant des créances douteuses brutes** des ECIL⁴ baisse de 2,4 % (2,2 M€) à 92,1 M€. Le **taux de créances douteuses brutes** des ECIL s'établit désormais à 3,6 % (-0,2 point).

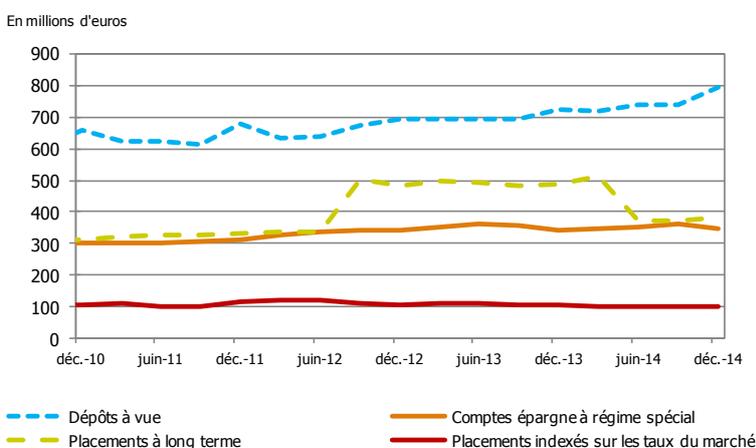
Parallèlement, les **provisions** ont également diminué de 3,2 % (-1,9 M€) pour atteindre 58,2 M€. Le **taux de provisionnement** ressort ainsi en baisse ce trimestre (-0,5 point) pour s'établir à 63,2 %.

HAUSSE DES ACTIFS FINANCIERS

L'encours **des actifs financiers** du département est en hausse de 3,0 % (+46,7 M€) au dernier trimestre 2014 pour atteindre 1 622,6 M€. Cependant, sur un an, les **actifs financiers** de la place guyanaise se contractent de 2,2 %, en raison d'une opération exceptionnelle survenue au cours du second trimestre.

La croissance trimestrielle de l'encours des actifs financiers est d'une part imputable à l'augmentation des **dépôts à vue** (7,1 %, soit +52,6 M€) et, d'autre part, à la résilience des **placements long terme**, notamment les **produits d'assurance vie** dont l'encours a crû de 1,4 % au cours des trois derniers mois de l'année.

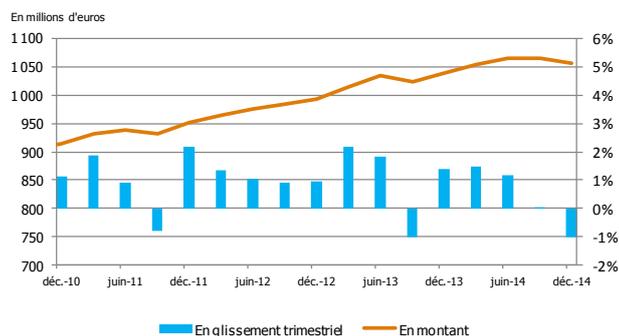
Evolution des principales composantes des actifs financiers



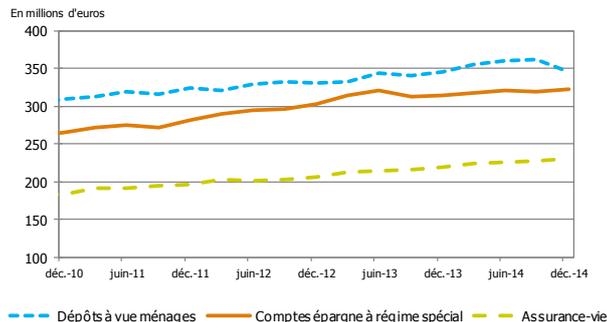
Tassement de l'épargne des ménages

L'**épargne des ménages** diminue de 1,0 % (-10,7 M€) en rythme trimestriel mais augmente en rythme annuel de 1,7 % (+17,6 M€) pour atteindre un total de 1 055,0 M€⁵ au 31 décembre 2014.

Evolution des actifs financiers des ménages



Evolution des principales composantes des placements des ménages



La contraction des **dépôts à vue** de 4,9 % (-17,8 M€) explique à elle seule la baisse **globale de la collecte de l'épargne des ménages**. En revanche la collecte du **Livret A** (+1,4 %, soit +2,3 M€) et de **l'assurance vie** (+1,4 %, soit +3,1 M€) se maintiennent avec des encours se situant respectivement à 170,4 M€ et 231,2 M€.

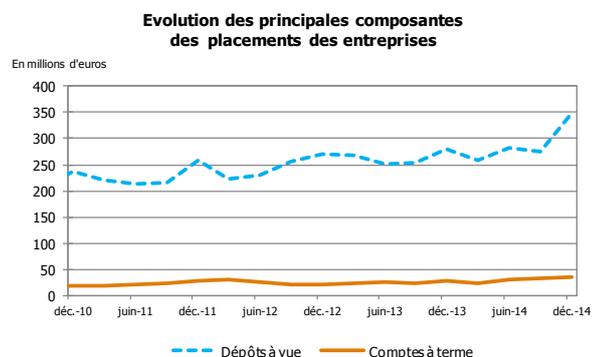
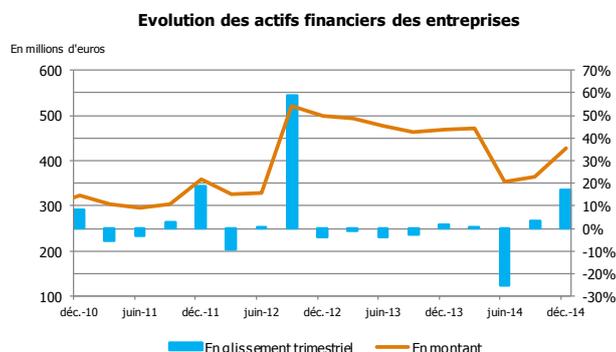
³ Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

⁴ Etablissements de crédit installés localement.

⁵ Cette évolution est à nuancer en raison du changement de nomenclature évoqué *supra*.

Forte progression des actifs des entreprises

Les **actifs financiers des entreprises** enregistrent une croissance de 17,2 % (soit +62,5 M€) ce trimestre. En revanche sur un an ils accusent une baisse notable de 9,2 %. Cette baisse en rythme annuel est à relativiser puisqu'elle est due à la suppression dans les livres d'un établissement de crédit de la place d'encours d'actions détenues au nom d'une contrepartie unique, intervenue en juin 2014. Si l'on exclut ce type de placement, les **actifs financiers des entreprises** augmentent de 22,9 % (soit +78,5 M€).



La croissance des **dépôts à vue** (+27,2 %) explique l'essentiel de la hausse trimestrielle. En revanche, l'encours des **placements liquides ou à court terme** se contracte en raison de la chute des **comptes d'épargne à régime spécial** (-45,4 % soit -12,2 M€).

Baisse des actifs des autres agents

L'**épargne des autres agents** enregistre une décollecte de 3,5 % (-5,1 M€) ce trimestre. Sur un an, la baisse est encore plus marquée (-6,9 % soit -10,4 M€) établissant l'encours à 140,9 M€ fin décembre. Les **dépôts à vue** et les **placements liquides ou à court terme** sont à l'origine de cette baisse (respectivement -4,0 % et -5,0 %).

MÉTHODOLOGIE

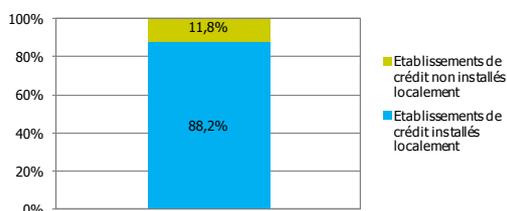
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

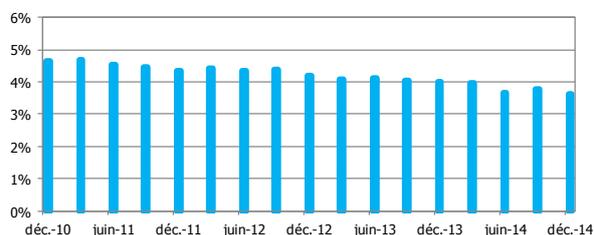
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-10	déc-11	déc-12	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	72,8	80,1	101,0	94,1	90,1	94,6	73,7	77,3	4,9%	-17,9%
Créances commerciales	7,0	10,3	9,2	8,4	6,8	7,0	6,7	6,4	-4,5%	-23,9%
Crédits de trésorerie	37,2	35,9	35,5	34,4	32,4	31,9	29,1	33,8	15,9%	-1,8%
(dt) Entrepreneurs individuels	7,1	7,2	6,0	6,2	6,7	6,2	6,6	7,7	17,2%	25,3%
Comptes ordinaires débiteurs	21,6	27,8	47,5	42,0	42,9	46,7	28,4	26,5	-6,6%	-36,9%
Affacturage	7,1	6,2	8,7	9,3	8,0	9,0	9,5	10,6	12,0%	13,9%
Crédits d'investissement	344,9	411,8	388,6	409,3	424,5	439,2	432,5	446,0	3,1%	9,0%
Crédits à l'équipement	275,3	317,1	294,0	314,5	316,2	328,2	337,0	348,8	3,5%	10,9%
(dt) Entrepreneurs individuels	37,9	37,5	25,4	23,0	23,1	23,1	22,7	13,8	-39,3%	-40,2%
Crédit-bail	69,6	94,7	94,6	94,8	108,3	111,0	95,5	97,2	1,7%	2,5%
Crédits à l'habitat	714,8	714,8	782,1	841,0	857,4	873,0	888,4	911,7	2,6%	8,4%
Autres crédits	4,3	6,0	6,2	9,5	9,0	8,7	9,0	8,9	-0,9%	-5,8%
Encours sain	1 136,9	1 212,6	1 277,8	1 353,8	1 381,0	1 415,5	1 403,6	1 443,9	2,9%	6,7%
Ménages										
Crédits à la consommation	169,5	168,1	164,7	170,7	169,9	170,5	172,2	171,8	-0,2%	0,6%
Crédits de trésorerie	146,6	140,7	138,0	144,9	143,4	143,6	145,6	147,8	1,5%	1,9%
Comptes ordinaires débiteurs	9,0	12,8	12,9	13,7	13,8	14,9	15,2	13,3	-12,6%	-3,3%
Crédit-bail	13,8	14,6	13,8	12,1	12,7	11,9	11,4	10,8	-5,3%	-10,5%
Crédits à l'habitat	509,9	565,4	630,9	687,0	702,8	706,9	715,5	709,8	-0,8%	3,3%
Autres crédits	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,7	251,6%	469,5%
Encours sain	679,4	733,7	795,7	857,9	872,8	877,5	887,8	882,3	-0,6%	2,8%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,3	1,3	0,6	0,7	4,8	5,0	4,5	4,9	8,9%	612,6%
Crédits de trésorerie	0,1	0,1	0,0	0,0	4,0	4,0	4,0	4,0	-0,4%	24843,8%
Comptes ordinaires débiteurs	0,2	1,2	0,6	0,7	0,8	1,0	0,5	0,9	80,9%	38,6%
Crédits d'investissement	364,8	386,7	379,8	355,5	350,0	347,7	353,2	353,8	0,2%	-0,5%
Crédits à l'équipement	364,6	386,6	379,8	355,5	349,9	347,6	353,2	353,7	0,1%	-0,5%
Autres crédits	0,8	0,5	0,2							
Encours sain	365,9	388,5	380,7	356,2	354,8	352,6	357,7	358,7	0,3%	0,7%
Autres agents										
Encours sain	44,5	29,7	40,3	65,9	85,3	104,3	84,6	97,8	15,6%	48,3%
TOTAL										
Encours sain	2 226,7	2 364,6	2 494,6	2 633,8	2 693,8	2 750,0	2 733,8	2 782,7	1,8%	5,7%
dont ECNIL	328,4	366,2	347,1	334,6	335,0	344,0	328,2	329,5	0,4%	-1,5%
Créances douteuses brutes	102,7	98,9	105,5	105,7	110,7	98,6	101,5	97,6	-3,9%	-7,7%
dont ECIL	92,8	90,8	94,1	95,8	97,8	91,0	94,3	92,1	-2,4%	-3,8%
Créances douteuses nettes	38,9	38,7	43,2	42,8	46,6	36,9	41,0	38,9	-5,1%	-9,1%
(dt) Entreprises	29,0	28,8	31,6	25,2	25,5	19,4	23,9	20,9	-12,2%	-17,0%
(dt) Ménages	8,4	9,7	11,3	12,3	13,0	14,4	14,3	15,4	7,9%	25,8%
Provisions	63,9	60,2	62,3	62,9	64,1	61,8	60,5	58,7	-3,0%	-6,8%
Encours brut total	2 329,5	2 463,5	2 600,1	2 739,5	2 804,5	2 848,6	2 835,3	2 880,2	1,6%	5,1%
Taux de créances douteuses	4,4%	4,0%	4,1%	3,9%	3,9%	3,5%	3,6%	3,4%	-0,2 pt	-0,1 pt
dont ECIL	4,7%	4,3%	4,2%	4,0%	4,0%	3,6%	3,8%	3,6%	-0,2 pt	-0,1 pt
Taux de provisionnement	62,2%	60,9%	59,0%	59,5%	57,9%	62,6%	59,6%	60,1%	0,5 pt	0,0 pt
dont ECIL	68,7%	66,1%	65,8%	65,3%	65,1%	67,1%	63,7%	63,2%	-0,5 pt	0,0 pt

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros							Variations		
	déc-10	déc-11	déc-12	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	1 trim	1 an
Sociétés non financières	322,6	359,8	499,9	469,9	471,1	353,2	364,1	426,6	17,2%	-9,2%
Dépôts à vue	237,8	259,5	269,6	280,5	259,3	282,1	274,1	348,7	27,2%	24,3%
Placements liquides ou à court terme	79,3	92,3	79,3	61,8	58,5	64,4	83,9	72,1	-14,1%	16,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	23,5	18,3	22,3	4,8	6,8	8,8	26,8	14,6	-45,4%	204,4%
Placements indexés sur les taux de marché	55,8	74,1	56,9	57,0	51,7	55,6	57,2	57,5	0,6%	0,9%
<i>dont comptes à terme</i>	17,6	29,2	21,2	27,4	22,9	31,1	33,5	34,5	3,2%	26,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	34,2	34,0	31,4	25,3	24,4	22,1	21,4	20,1	-5,9%	-20,6%
<i>dont certificats de dépôt</i>	4,0	10,9	4,3	4,3	4,3	2,4	2,4	2,9	21,3%	-33,7%
Epargne à long terme	5,4	8,0	151,1	127,6	153,4	6,7	6,0	5,8	-3,5%	-95,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	3,5	5,0	4,0	2,3	2,2	2,2	2,1	2,2	2,5%	-3,8%
Ménages	913,5	952,0	993,5	1 037,5	1 053,0	1 065,2	1 065,8	1 055,1	-1,0%	1,7%
Dépôts à vue	310,1	324,3	331,4	345,6	356,1	360,2	362,9	345,0	-4,9%	-0,1%
Placements liquides ou à court terme	298,7	309,7	331,8	342,3	343,1	347,7	344,7	345,5	0,2%	0,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	265,0	282,2	303,5	315,1	317,7	321,6	319,7	323,1	1,0%	2,5%
<i>dont livrets ordinaires</i>	83,3	89,9	91,8	90,3	90,3	91,3	93,9	94,5	0,7%	4,7%
<i>dont livrets A et bleus</i>	129,8	140,2	155,3	166,6	169,1	171,4	168,1	170,4	1,4%	2,3%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,6	2,3	2,1	2,0	1,9	2,0	1,9	1,9	0,0%	-6,5%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	9,1	7,6	7,0	6,1	5,4	5,4	5,3	5,3	0,9%	-12,8%
<i>dont livrets de développement durable</i>	15,3	16,4	21,1	24,7	25,7	26,3	26,1	26,7	2,2%	8,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	25,0	25,7	26,2	25,3	25,3	25,1	24,5	24,2	-1,0%	-4,3%
Placements indexés sur les taux de marché	33,7	27,5	28,3	27,2	25,4	26,2	24,9	22,4	-10,1%	-17,7%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	20,1	19,1	20,6	20,8	19,3	19,9	20,1	17,7	-12,0%	-15,2%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
<i>dont OPCVM monétaires</i>	13,6	8,3	7,7	6,4	6,1	6,3	4,9	4,8	-2,1%	-25,7%
Epargne à long terme	304,6	318,0	330,3	349,6	353,7	357,3	358,2	364,5	1,8%	4,3%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	82,6	86,4	88,8	95,5	96,2	98,2	98,7	102,8	4,2%	7,7%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	5,9	5,7	5,4	5,2	5,2	5,0	4,7	4,7	1,0%	-9,2%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,8	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	-0,2%	-4,9%
<i>dont portefeuille-titres</i>	15,8	15,2	18,0	18,6	18,3	18,0	17,1	16,5	-3,6%	-11,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	15,4	12,6	10,7	9,8	9,6	9,3	9,0	8,6	-3,8%	-12,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	184,2	197,2	206,7	219,8	223,7	226,1	228,0	231,1	1,4%	5,2%
Autres agents	143,0	128,0	138,5	151,3	153,1	149,2	146,0	140,9	-3,5%	-6,9%
Dépôts à vue	110,5	94,4	94,1	98,6	101,0	97,5	102,3	98,1	-4,0%	-0,5%
Placements liquides ou à court terme	29,3	29,9	41,6	44,5	44,8	43,3	34,2	32,5	-5,0%	-26,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	12,1	12,9	18,5	23,0	22,5	21,0	13,8	12,0	-12,5%	-47,8%
Placements indexés sur les taux de marché	17,1	16,9	23,2	21,4	22,4	22,4	20,5	20,5	0,0%	-4,6%
<i>dont comptes à terme</i>	8,3	11,2	14,5	16,5	16,8	15,6	15,5	17,1	10,0%	3,4%
Epargne à long terme	3,2	3,8	2,7	8,2	7,2	8,4	9,5	10,3	7,7%	24,4%
Total actifs financiers	1 379,1	1 439,9	1 631,9	1 658,7	1 677,1	1 567,6	1 575,9	1 622,6	3,0%	-2,2%
Dépôts à vue	658,5	678,2	695,2	724,6	716,4	739,7	739,3	791,9	7,1%	9,3%
Placements liquides ou à court terme	407,3	431,9	452,7	448,6	446,4	455,5	462,8	450,1	-2,8%	0,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	300,7	313,4	344,3	342,9	347,0	351,4	360,3	349,7	-2,9%	2,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	92,5	99,8	106,4	109,0	108,6	108,0	108,5	105,9	-2,4%	-2,8%
<i>dont livrets A et bleus</i>	156,2	161,5	181,5	175,7	180,0	184,5	194,0	185,6	-4,3%	5,7%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,6	2,3	2,1	2,0	1,9	2,0	1,9	1,9	0,0%	-6,5%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	9,1	7,6	7,0	6,1	5,4	5,4	5,3	5,3	0,9%	-12,8%
<i>dont livrets de développement durable</i>	15,3	16,4	21,1	24,8	25,7	26,4	26,2	26,7	2,2%	7,9%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	25,0	25,7	26,2	25,4	25,3	25,2	24,5	24,3	-1,0%	-4,3%
Placements indexés sur les taux de marché	106,6	118,5	108,4	105,7	99,4	104,1	102,6	100,4	-2,1%	-5,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	45,9	59,5	56,4	64,7	59,0	66,6	69,1	69,3	0,3%	7,0%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
<i>dont certificats de dépôt</i>	4,0	10,9	4,3	4,3	4,3	2,4	2,4	2,9	21,3%	-33,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	56,7	48,1	47,7	36,7	36,1	35,1	31,2	28,3	-9,3%	-22,9%
Epargne à long terme	313,3	329,8	484,1	485,4	514,3	372,4	373,7	380,6	1,8%	-21,6%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	82,6	86,5	88,9	95,5	96,3	98,2	98,9	103,1	4,2%	7,9%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	5,9	5,8	5,4	5,2	5,2	5,0	4,7	4,7	1,0%	-9,2%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,8	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	-0,2%	-6,5%
<i>dont actions</i>	11,4	10,8	153,0	132,4	158,4	11,3	11,3	11,0	-3,2%	-91,7%
<i>dont obligations</i>	7,1	8,5	13,9	14,3	13,9	14,6	12,8	13,0	1,3%	-9,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	21,3	20,2	15,4	17,5	16,1	16,4	17,4	17,1	-1,6%	-2,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	184,2	197,2	206,7	219,8	223,7	226,1	228,0	231,1	1,4%	5,2%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : mars 2015